
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXIX.

Du Samedi 20 Février 1790.

Fin de la discussion sur les ordres religieux.

IL semble qu'une matière aussi importante que la suppression des ordres religieux, ne pouvoit être agitée dans une assemblée, dont l'agent de l'ancien ordre du clergé étoit membre, sans qu'il fût entendu.

M. l'abbé de Montesquieu a parlé le dernier sur cette question, que la saine politique auroit décidée depuis longtemps en France, si le gouvernement l'avoit écoutée. A peine l'orateur a-t-il paru à la tribune, qu'il a été encouragé par de nombreux applaudissemens, & qu'il a parlé ainsi : « je dirai aux ministres de la religion, de rendre à César ce qui appartient à César ; je dirai aux hommes du siècle, de rendre à Dieu ce qui est à Dieu ». Examinant ensuite quel est le pouvoir de la société sur les vœux monastiques, il a distingué ce qui étoit entre l'homme & Dieu, de ce qui étoit entre l'homme & la société.

» Nous sommes libres de faire des vœux, a-t-il dit, tout est dans la conscience ; mais la société doit elle les reconnaître ? Elle peut empêcher sans doute tout ce qu'elle ne

Tome VII.

croit pas utile ; elle peut cesser de reconnoître les vœux qui ne sont pas faits : mais ceux qui sont déjà formés, doivent-ils être soumis à sa puissance ? La société les a reconnus ; elle les a approuvés ; elle ne peut détruire ce contrat que du consentement des parties qui sont les religieux & la loi. Je pense donc que la constitution, en ne touchant point pour le passé au spirituel, peut ne pas reconnoître la solennité des vœux pour l'avenir ; mais je suis loin de croire que les religieux ne soient pas utiles. Les chartreux & les religieux de Saint-Maur rappellent sans cesse l'amélioration de l'agriculture, le progrès des sciences & l'édification publique.

Quant aux suppressions à décréter, il faut assigner des maisons commodés aux religieux qui voudront rester dans le cloître, & s'adresser aux départemens pour qu'ils les désignent. »

L'orateur, qui avoit déjà si fortement intéressé l'assemblée en faveur des religieuses, ne les a pas abandonnées dans une circonstance si critique. « Les religieuses, a-t-il dit, desirent ardemment de demeurer dans leurs retraites ; elles n'ont pas brisé tous leurs liens au milieu de leurs sacrifices : peu de leurs couvens sont riches ; chaque religieuse n'a pas deux cents livres de rente ; il faut donc respecter leur pauvreté. Qui ne fait que leur bonheur est dans l'habitude, qu'elles l'ont placé au pied des autels, & qui pourroit leur refuser la faculté de demeurer où elles sont ? Quelle douleur pour elles d'être transférées d'une maison dans une autre ! & j'implore votre humanité en faveur de ces êtres intéressans qui ont fait de si grands sacrifices. »

Ce discours a produit tout l'effet que l'orateur pouvoit en attendre. L'assemblée, convaincue que les religieuses attachoient la douceur de leur existence à la conservation

de leurs maisons, a applaudi au zèle de leur défenseur, qui a proposé un décret en cinq articles.

La discussion ayant été fermée, une foule de motions ont été lues. La priorité demandée pour les motions de MM. Barnave & l'abbé de Montesquiou, a été accordée à ce dernier.

Après quelques débats entre M. de Mirabeau & M. l'abbé, sur les vices de la rédaction du premier article, M. Thourer a ajouté la principale disposition de la motion de M. Barnave à celle de M. l'abbé de Montesquiou.

C'est en vain qu'on a voulu écarter l'amendement de M. Thourer par la question préalable. Celui-ci a démontré la justice & la nécessité de son amendement d'une manière si claire & si précise, que, malgré les observations de MM. d'Espremenil & de Montlausier, l'amendement a été adopté, ainsi que le premier article du projet de décret de M. de Montesquiou.

Alors quelques députés des provinces belgiques, MM. d'Aynar, Destourmel & Kispooter, ont demandé la conservation de plusieurs maisons religieuses. M. de Virieux insistoit pour la conservation d'une chartreuse du Dauphiné. M. Lavie & un curé de Lille, se sont opposés à toutes ces demandes : le dernier a dit, qu'il avoit remis un grand nombre d'adhésions des religieux de plusieurs couvents, & qu'il y en auroit eu un plus grand nombre, sans le despotisme des supérieurs.

Après ces débats on a passé à l'article II; & comme il y étoit fait mention de la puissance ecclésiastique, messieurs Fréteau & Chapelier ont proposé une autre rédaction qui a été adoptée ainsi qu'on la voit dans l'article II du décret.

On a mis ensuite aux voix le dernier article concer-

nant les religieuses , & il a été décrété comme M. l'abbé de Montesquiou l'avoit proposé.

Séance de jeudi soir.

Cette séance a commencé par la lecture des adresses & des offres patriotiques.

Une courte discussion s'est élevée sur une adresse envoyée par les volontaires du Querci , qui ont réprimé les excès qui se commettoient dans cette province & en ont chassé les brigands.

On calomnieroit les peuples des campagnes , en leur attribuant les désordres qui régner dans quelques parties du royaume : ils ne s'agitent que par la perfidie de leurs propres ennemis. C'est ce que M. Biozat , & M. Charles de Lameth ont parfaitement établi ; ce dernier , dont le château vient d'être brûlé en Agénois , n'en a parlé que pour plaindre le peuple de ses erreurs.

Loin d'imiter ces faux d'accusateurs furieux , & si souvent injustes ; loin de réclamer des supplices , d'appeller des troupes , & d'invoquer la loi martial , M. de Lameth a dit :

« On a excité une foule d'hommes à détruire des propriétés que M. d'Aiguillon & moi possédons dans l'Agénois ; ils ont porté la flamme sur nos maisons qu'on décoroit du nom de châteaux avant la destruction du régime féodal. Le mien a été incendié , & celui de M. d'Aiguillon doit l'être aussi dans ce moment. La plainte est si loin de moi , que j'en aime un peu plus le peuple qu'auparavant. »

Ces expressions , qui portoient le caractère de la vérité , ont été très-applaudies ; & dom Verguer a pris occasion de ce que venoit de dire M. de Lameth , pour assurer que , dans la Bretagne , le peuple des campagnes avoit été égaré par des insinuations

persides; il desiroit que l'assemblée ne s'occupât point du projet de loi que le comité a proposé pour arrêter les troubles des provinces. Il est probable, en effet, que les décrets qui vont être rendus pour distinguer les droits féodaux rachetables de ceux qui sont abolis sans indemnité, produiront un meilleur effet que toutes les lois martiales.

M. la Chaise a demandé qu'on reprît sa motion pour donner au nom de l'assemblée, des témoignages publics de satisfaction pour leur conduite patriotique, aux volontaires de Quercy. MM. Robespierre & Regnaud ont ajouté à cette demande, que M. le président fût autorisé à leur écrire. Cette proposition, a été unanimement acceptée.

Une descendante du célèbre la Fontaine a été reçue à la barre; elle a lu un discours sur l'éducation publique des femmes, & M. le président lui a répondu d'une manière aussi analogue à la gloire de son ayeul, qu'à la dignité de l'assemblée.

La députation de la commune de Paris a été reçue un instant après; l'objet de sa mission étoit bien propre à exciter la sensibilité des représentans de la nation; mais l'orateur de la commune y a contribué encore plus par les vues d'intérêt public & d'humanité qu'il a répandues dans son discours. Il a proposé à l'assemblée de changer en établissement national une institution que le génie & la bienfaisance de M. l'abbé de Lépée avoient fondé en faveur des sourds & des muets.

L'assemblée a promis de prendre cette demande en considération. C'est pour payer à M. Godard, orateur de la commune, un tribut de reconnaissance au nom de ces infortunés, que nous insérerons dans le numéro prochain son discours dont l'étendue nous empêche de le consigner ici.

Deux autres députations qui assurent également le succès

& la durée de la constitution, ont été reçues à la barre ; la première étoit celle des représentans des étudiants de l'université de Paris ; la seconde de la troupe soldée, ou des ci-devant Gardes-Françaises : les orateurs de ces deux députations ont été très-applaudis, & l'on verra par les sentimens qu'ils ont développés, combien ils méritoient de l'être. Nous les rapporterons dans le même N^o.

Plusieurs députés des nouvelles municipalités & communes, ont présenté des dons patriotiques.

Pendant que quelques membres ne cessent de réclamer de l'assemblée nationale une loi pour arrêter & punir les auteurs des troubles qui désolent quelques unes de nos provinces, les ennemis du bien public ne cessent d'inonder les campagnes de libelles incendiaires. Un de ces libelles a été envoyé au comité des recherches qui a cru devoir en faire le rapport à l'assemblée ; c'est M. Champeaux qui en a été chargé ; il a proposé un projet de décret qui a été adopté en ces termes :

« L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des recherches, décrète que l'écrit intitulé : *Adresse au Roi*, présentée aux habitans des campagnes & paroisses dépendantes du grand bailliage d'Evreux, & signée de neuf particuliers de la paroisse d'Evreux, avec les pièces y jointes, sera par le comité des recherches mis aux mains du procureur du roi du châtellet, auquel il est enjoint de poursuivre & instruire de son office contre les auteurs, distributeurs & colporteurs de ladite adresse, leurs fauteurs, complices & adhérens. »

Accorder la force avec la liberté, contenir les excès du peuple sans blesser ses droits, est un des problèmes les plus difficiles en législation ; c'est sur-tout au moment où une nation se régénère, & ne peut arriver à l'ordre que par le chemin de l'anarchie, que les législateurs ont besoin

d'une grande sagesse pour faire les loix qui doivent réprimer les troubles sans mettre en péril la liberté ; tel a été l'objet du dernier travail du comité de constitution ; en voici le résultat qui doit être soumis aujourd'hui à la discussion.

Projet de décret.

L'assemblée nationale, instruite des désordres arrivés dans plusieurs parties du royaume, des excès commis contre les propriétés & les personnes, & des obstacles mis à la perception des impôts ;

Considérant que le respect pour les personnes & les propriétés est la première loi sociale, & le paiement des impôts le premier devoir des citoyens ;

Que si les impôts indirects doivent être changés ou modifiés, ce n'en est pas moins une obligation de les payer tant qu'ils subsistent, & que leur paiement est devenu d'autant plus sacré, que les représentans de la nation, en prorogeant les contributions publiques, en ont légitimé la perception ;

Considérant que la propriété de chaque citoyen doit être à l'abri de toute atteinte, & que les seuls ennemis du bien public ont pu exciter la fermentation qui se manifeste en divers lieux ;

Considérant enfin qu'il n'y a point de liberté politique, lorsque l'exercice du pouvoir militaire dans l'intérieur de l'empire, n'est pas subordonné au pouvoir civil, mais qu'il n'y a point de sûreté pour les citoyens, lorsque la révolte contre la loi n'est pas réprimée à l'instant par une force légale, & que le bonheur public, dépendant de la liberté & de la sûreté de tous, ne peut être affermi que par un ordre de choses qui concilie ces deux principes, a décrété & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les officiers municipaux & les tribunaux de justice sont spécialement chargés de veiller au maintien de la tranquillité publique, à la conservation de la vie & des propriétés des citoyens, & de protéger la perception des impôts.

ART. II.

Lorsque le secours, soit d'une garde de milice nationale, soit d'une main-forte de maréchaussée, sera suffisant pour la défense des citoyens, dont les biens ou la vie seront en danger, & pour le soutien des préposés troublés dans la perception des impôts, les officiers municipaux seront tenus d'accorder ce secours aussi-tôt qu'ils en seront requis, & même sans réquisition, aussi-tôt que le trouble sera parvenu à leur connoissance.

ART. III.

Dans tous les cas où la vie & les propriétés des citoyens seront menacées, ou la perception des impôts, directs ou indirects, troublée par un attroupement séditieux, les officiers municipaux seront tenus de proclamer la loi martiale, & de se conformer exactement à ses dispositions, à peine d'être déchus de leurs fonctions, & déclarés incapables de remplir aucuns emplois de l'administration publique.

ART. IV.

S'il arrivoit que les officiers municipaux fussent convaincus d'avoir excité ou favorisé les troubles apportés à la perception des impôts, & les attroupemens & émeutes, ils seront poursuivis extraordinairement, déclarés prévaricateurs dans leurs fonctions, & punis comme tels.

A R T. V.

Toutes les fois que l'emploi de la force armée sera nécessaire au rétablissement de la tranquillité publique, si les officiers municipaux négligent de requérir les chefs des milices nationales, des troupes réglées & de la maréchaussée, les officiers de justice, ou, à leur défaut, les notables du conseil de la commune, au nombre de quatre, ou, à défaut de ceux-ci, les citoyens de la classe des éligibles, au nombre de huit, pourront faire la requisition par un acte signé d'eux, sauf à en demeurer responsables.

A R T. VI.

Les chefs des milices nationales des troupes réglées & de la maréchaussée notifieront sur le champ cette requisition, aux officiers municipaux, au greffe de la maison commune, & seront tenus de se porter avec leurs forces au lieu de l'attroupement.

A R T. VII.

Mais si les officiers municipaux leur défendent d'agir & de se porter au lieu de l'attroupement, ils seront tenus de déférer à cette défense, sauf la responsabilité des officiers municipaux.

A R T. VIII.

Si les officiers municipaux ne font aucune défense, les chefs des milices nationales, des troupes réglées & de la maréchaussée, se conformeront aux articles V & VI de la loi martiale. Le commandant de la garde nationale, ou, à son défaut, celui de la maréchaussée, cédera le commandement militaire à l'officier qui le suit immédiatement, & remplissant pour cette fois les fonctions de l'officier civil, marchera sans armes à la tête de la troupe, & fera aux personnes attroupées la représentation, & les trois somma-

tions de se retirer, prescrites par cette loi. La force des armes ne pourra être déployée que conformément à l'article VII de ladite loi, & dans les cas qu'il exprime.

A R T. I X.

Les officiers municipaux, quoiqu'ils n'aient pas empêché d'abord la force armée de se mettre en activité, auront toujours le droit d'arrêter ses mouvemens; les chefs seront tenus de faire retirer leurs troupes au premier ordre qui leur en sera donné par la municipalité.

A R T. X.

Il sera dressé par le commandant faisant fonction d'officier civil, un procès-verbal qui contiendra le récit des faits; & ce procès-verbal sera déposé au greffe de la municipalité.

A R T. X I.

Le roi sera supplié de faire passer des troupes dans les lieux où cette force auxiliaire sera demandée par les municipalités, sans que les troupes puissent jamais agir autrement que selon les principes de la constitution & les dispositions du présent décret.

Séance d'hier.

Après la lecture du procès-verbal, on a repris l'ordre du jour. Le rapporteur du comité ecclésiastique a posé ainsi la question concernant le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons.

« Les religieux qui seront pourvus de titres perpétuels de bénéfices, abbaye, prieuré ou autres, jouiront du traitement qui sera incessamment fixé; il ne sera fait d'eux aucune distinction entre les individus, à raison des emplois qu'ils occupent dans leurs maisons ou dans leur ordre, en ce non compris néanmoins les frères laïcs, *donnés ou convers.* »

M. Lanjainais a proposé d'ajouter que les religieux, maintenant curés, continueroient d'être traités comme les autres curés du royaume.

Dom Gerle demandoit que le général des Chartreux fût distingué dans le traitement, ainsi que ceux qui, à raison de leurs titres ou dignités, en auroient un différent. La même exception a été réclamée par M. de la Rochenégly en faveur du général des Génovéfins, & par M. Guillaume en faveur de l'abbé des Prémontrés, général de son ordre, résidant en France.

M. l'abbé Mauri a réclamé encore en faveur des supérieurs majeurs & triennaux, la même exception que pour les généraux d'ordres. Quelques autres membres demandoient des distinctions en faveur de la congrégation de Saint-Maur, vouée plus particulièrement à l'étude & aux sciences.

Il ne faut pas croire, a dit M. Camus, que toute la congrégation de Saint-Maur soit savante; il n'y a qu'un petit nombre de religieux qui s'adonne aux sciences, & quand il s'agira de récompenser les travaux en ce genre, l'assemblée n'oubliera pas sans doute le célèbre Dom Clément, un des meilleurs religieux de la France, & auquel nous devons l'excellent ouvrage de *l'Art de vérifier les dates*.

M. Camus a proposé une rédaction qui embrassoit l'amendement des religieux-curés, & celui des généraux d'ordres & des abbés, qui a été préférée à celle du comité.

La question préalable a écarté les autres amendemens, & c'est sur la rédaction de M. Camus que l'assemblée a rendu le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète qu'il ne sera point fait de distinction, quant au traitement des religieux qui for-

tiennent du cloître, entre les religieux pourvus de bénéfices, & ceux qui n'en sont pas pourvus, si ce n'est, à l'égard des religieux curés qui seront traités comme les curés séculiers. Il pourra cependant être accordé aux généraux d'ordre, & aux abbés réguliers ayant juridiction, une somme plus forte qu'aux simples religieux. »

Le rapporteur du comité ecclésiastique a lu ensuite le projet du troisième article ainsi conçu.

« Il sera payé à chaque religieux qui aura fait sa déclaration de vouloir sortir de sa maison, par quartier & d'avance, à compter du jour qui sera incessamment réglé, faveur : aux mendiants 700 liv. jusqu'à 50 ans ; 800 liv. jusqu'à 70 ans & 900 liv. après 70 ans ; & à l'égard des religieux non-mendiants 900 jusqu'à 50 ans, 1000 livres jusqu'à 70 ans & 1100 liv. après 70 ans. »

« Cette pension est insuffisante, disoit M. l'abbé Grégoire, sur-tout si l'on considère les cas de maladie ; vous ne voulez pas sans doute soulager l'état en faisant des maïs heureux : il est juste, décent & politique de donner aux religieux des pensions plus fortes. »

M. l'abbé Grégoire avoit d'autant plus de raison, qu'une grande nation ne doit jamais traiter ses membres avec trop de parcimonie. Ce n'est pas la générosité bien entendue qui ruine les empires. . . . L'orateur a terminé son discours en regrettant les talens perdus pour l'état par la dissolution des jésuites, & en faisant des vœux pour que la nation s'élevant enfin au-dessus d'un préjugé funeste, établit une distinction bienfaisante entre le régime pros crit & les individus innocens. Il a peint l'état de misère de ces anciens religieux, en sollicitant pour eux une pension égale à celle des autres.

M. Robespierre disoit que les ecclésiastiques & les religieux cachotent depuis long-temps la véritable consistance

de leurs biens , dans la crainte d'une révolution qu'ils prévoyent. De-là les notions vagues & incertaines du ministre des finances & des autres appréciateurs des biens ecclésiastiques , mais que les gens bien instruits portoient leur valeur à une somme énorme ; & qu'ainsi dès-à-présent l'Assemblée pouvoit décréter le taux des pensions , dont il a donné l'aperçu suivant :

« On ne pourra accorder aux mendiants moins de 800 liv. ; & aux religieux rentés , moins de 1000 liv. »

M. Robespierre donnoit plus de secours à la vieillesse des religieux de tous les ordres , & il croyoit qu'on devoit leur accorder 12 à 1400 livres , depuis l'âge de 60 ans & au-dessus.

Suivant M. de Lameth , donner aux religieux rentés , 1000 livres jusqu'à 45 ans , 1200 jusqu'à 70 ans , 1500 jusqu'à la mort.

Aux mendiants , 600 liv. jusqu'à 45 ans , 750 jusqu'à 70 ans , 900 jusqu'à la mort.

Dom Gerle proposoit de décréter que tout religieux profès par des vœux solennels , dans quelque ordre ou congrégation que ce soit , dans quelque dignité qu'il soit ou ait été constitué , recevra chaque année , par quartier & par avance , du receveur du département où sera située la maison , à titre de pension alimentaire , & ce à commencer au premier avril prochain , sans aucune espèce de retenue , savoir : 1000 livres depuis l'instant de la profession jusqu'à 40 ans commencés , 1200 depuis 40 ans jusqu'à 60 ; & les sexagénaires , ainsi que les vrais infirmes , reconnus pour tels par deux médecins du lieu de département.

M. Dupont & M. Péthion de Villeneuve desiroient qu'il fût différé à faire droit sur le traitement des religieux jusqu'à ce que le comité ecclésiastique ait présenté un état

exact du nombre des religieux & de la valeur de leurs biens.

M. Gassendi graduoit ainsi les pensions, 600, 700 & 800 livres pour les religieux mendiants; 800, 900 & 1000 livres pour les non-mendiants.

M. Barnave étoit plus généreux.

Classe des religieux non-mendiants.

| | |
|---------------------------|----------|
| Jusqu'à 40 ans..... | 900 liv. |
| Depuis 40 jusqu'à 60..... | 1050 |
| Après 60 ans..... | 1200 |

Classe des religieux mendiants.

| | |
|-------------------------------|------|
| Jusqu'à 40 ans..... | 800 |
| Depuis 40 ans jusqu'à 60..... | 900 |
| Après 60 ans..... | 1000 |

M. de Liancourt avoit un projet plus court, tout religieux renté 1200 liv.

Tout religieux non-renté 600 liv. sans aucune distinction d'âge.

M. le Président alloit mettre la question aux voix, lorsque M. Martineau a demandé la parole pour une observation importante.

» Vous n'avez pas voulu agir en financiers, a-t-il dit; mais en politiques & en législateurs. Les vicaires n'ont, dans tout le royaume, que 350 livres, & vous accordez le double à chaque religieux. Cependant le vicaire supporte le poids de la chaleur & du jour, il doit tout son temps aux peuples, pendant que le religieux sera libre de tout travail. Vous allez jeter dans la société 12 ou 15 mille religieux; si chacun d'eux peut exister avec aisance, il se livrera à l'oisiveté. Il faut donc les engager à tra-

vailler. La générosité est une vertu bien douce à exercer, mais elle doit être prudente. »

Il a proposé de payer provisoirement aux mendiants, depuis la profession jusqu'à 40 ans, 500 livres; jusqu'à 50, 600 livres; jusqu'à 60, 700 livres; & au-delà de cet âge, 800 livres.

Un député de Bretagne demandoit la réduction des pensions monastiques à 500 livres.

» Vous ne devez pas oublier, a dit M. de Mirabeau, que le traitement des religieux est viager, & que vous ne pouvez leur faire recouvrer le temps qu'ils ont passé dans les privations; votre humanité exige de les traiter plus généreusement. »

Au milieu de tant de motions diverses, la priorité a été demandée pour l'avis du comité ecclésiastique, & elle a été accordée. Les amendemens se présentoient en foule. M. Target en a présenté un qui a mérité d'être distingué. Il demandoit que la classe respectable des vieillards, obtint 1200 livres pour les religieux, 1000 livres pour les autres.

Cet amendement a été adopté.

On a demandé ensuite la question préalable sur tous les autres. Mais M. l'abbé de Montesquieu a prouvé qu'elle ne pouvoit frapper sur l'amendement fait en faveur des jésuites. « Je réclame qu'on la mette aux voix, a-t-il dit, & j'invoque votre justice & votre humanité en faveur de ces hommes dont les torts sont peut-être un problème, & dont les malheurs ne le sont pas, & qui, depuis vingt-six ans, édifient par leur courage & leurs vertus.

M. Blin a demandé que ce traitement n'eût lieu que pour ceux qui n'auroient ni cures ni pensions.

« Le premier acte de la liberté naissante est de réparer les injures du despotisme. Je propose l'amendement que voici :

Les ci-devant Jésuites , résidents en France & qui ne possèdent pas en biens ou en pensions sur l'état , un revenu égal à celui qui est accordé aux autres religieux de la même classe recevront le complément de ladite somme. »

Cet amendement a été adopté , & l'assemblée a décrété ensuite l'avis du comité en ces termes :

Il sera payé à chaque religieux qui aura fait sa déclaration de vouloir sortir de sa maison , par quartier & d'avance , à compter du jour qui sera incessamment réglé , savoir aux mandians 700 livres jusqu'à 50 ans , 800 livres jusqu'à 70 ans , & mille , après 70 ans , & à l'égard des religieux non-mandians 900 livres jusqu'à 50 ans , 1000 livres jusqu'à 70 ans , & 1200 livres après 70 ans.

A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os} . 7 & 8 , & chez les principaux libraire , de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.